

# NOUS NE TOLÉRONS PLUS LES "SOCIÉTÉS" GOUVERNEMENTALES

...PARCE QU'ELLES NE TRAVAILLENT PAS POUR LE PEUPLE !



Extrait de *Armes silencieuses pour guerres tranquilles* :

« Ainsi, une nation se divise en deux parties très distinctes, une sous-nation docile (grande majorité silencieuse) et une sous-nation politique. La sous-nation politique [entreprise gouvernementale] reste attachée à la sous-nation docile [le public], la tolère et se nourrit de sa substance jusqu'à ce qu'elle devienne assez forte pour s'en détacher et ensuite dévorer son parent. » (page 40 de l'édition anglaise)

La plupart des gens savent que leur ville est une entreprise. Même les employés du gouvernement ne nient pas cette réalité. Toutefois, la plupart des gens ne savent pas que les gouvernements de leur comté et de leur État sont aussi des entreprises. En fait, toutes les agences gouvernementales sont également des entreprises. C'est facile à vérifier en les recherchant sur *Dun and Bradstreet*.

Les employés de toutes ces entités gouvernementales dissimulent cependant ce fait en affirmant qu'ils doivent être des sociétés pour faire des affaires. Le problème c'est qu'ils ne peuvent pas générer de profit pour leur propre entreprise et être des fonctionnaires en même temps. Les conflits d'intérêts deviennent la norme, pas l'exception, et les gens perdent leur représentation.

Ce qui suit démontre comment les sociétés étatiques servent d'abord et avant tout leur propre entreprise... aux frais du grand public. Ces sociétés étatiques sont essentiellement devenues des parasites pour les gens qu'elles prétendent servir.

## 1) Les comptes du CAFR [1]

Les comptes du rapport financier annuel détaillé sont courants au sein des entités gouvernementales. On se réfère souvent à ces comptes quelque peu cachés comme des fonds en cas de besoin. Le public n'a aucun contrôle de l'ampleur de ces fonds ni de la manière dont ils sont utilisés. En attendant, de nombreuses sociétés gouvernementales continuent de produire leurs propres «règles» (statuts) et prélèvements fiscaux afin d'augmenter leur flux de revenus.

1 NdT : *Comprehensive Annual Financial Report* : rapport financier annuel détaillé.

## 2) Elles décident de leurs propres salaires

Dans la plupart des cas, les sociétés gouvernementales déterminent le salaire de leurs employés. Elles peuvent également décider de créer de nouveaux emplois pour leurs propres institutions. Comme pour toutes les entreprises, les sociétés étatiques ont adopté le paradigme de la «croissance».

## 3) Capacité illimitée de créer des règles, des amendes et des frais

Quand les villes adoptent des statuts (règles) qui imposent des frais et des amendes, le grand public est contraint de payer davantage pour des services qu'il n'a jamais demandés, et la plupart des chartes des entreprises municipales n'incluent aucune limite au nombre de nouvelles règles qui peuvent être créées. Ces nouvelles règles ne servent pas nécessairement les meilleurs intérêts de la communauté. Ce pouvoir de réglementation encourage aussi la corruption. Des règles et des politiques sont établies tout le temps qui profitent aux grandes entreprises plutôt qu'aux petites entreprises locales.

## 4) Acceptation des subventions "politiques" de l'agenda fédéral (pots-de-vin)

La société gouvernementale a aussi la capacité de signer des contrats et d'accepter de l'argent de la quatrième branche (inconstitutionnelle) du gouvernement fédéral : les 450 agences désormais inscrites au Registre Fédéral sous la fonction «administration» du pouvoir exécutif. Toutes ces soi-disant agences sont répertoriées comme des sociétés sur *Dun et Bradstreet* [2].

Un bon exemple est l'arnaque du faux réchauffement climatique au CO<sub>2</sub>. Des plans d'action sur le climat sont mis en œuvre dans tout notre pays au moyen des subventions fédérales. Le peuple américain n'a jamais été consulté ni invité à donner son avis sur ce système de plafonnement et d'échange décidé par les banquiers, même si 31 000 scientifiques américains indépendants (voir *The Global Warming Petition* — Pétition pour le réchauffement climatique) ont fait de leur mieux pour exposer le fait qu'il n'existe pas de changement climatique lié au CO<sub>2</sub>. La quatrième branche du gouvernement américain (une entreprise) finance des changements massifs de notre économie et de notre mode de vie à travers le réseau d'agences d'organismes gouvernementaux.

Un autre bon exemple est la création de «centres de fusion» et de forces de police militarisées. Après le 11 septembre, les gouvernements des États, des comtés et des villes ont eu accès à des subventions pour la création d'un État policier. L'argent a été accepté et des programmes ont été mis en place sans aucune remise en question de l'histoire «officielle» du 11 septembre qui s'est pourtant avérée fausse depuis de nombreuses années. Voir : youtube - *Building 7 - Gone in 7* (Bâtiment 7, tombé en 7 [secondes]).

## 5) Expropriation

Les sociétés gouvernementales revendiquent l'autorité de «l'expropriation» et décident, sans l'autorisation du public, d'acquérir les biens immobiliers de propriétaires et de les vendre à des entreprises commerciales. Souvent, ces actions axées sur le profit sont menées en faveur d'amis et/ou de donateurs de campagne.

---

2 NdT : Il en va de même de **TOUTES** les pseudo «institutions étatiques» françaises : elles sont toutes répertoriées chez *Dun & Bradstreet*.

## **6) La règle des deux minutes**

La règle des deux minutes est un autre excellent exemple d'une société gouvernementale non représentative. Quiconque a assisté aux réunions du conseil municipal local, du commissaire du comté ou du conseil scolaire a probablement été informé qu'il y aurait du temps pour les commentaires du public pendant la réunion. Généralement, le public est invité à limiter ses commentaires à deux minutes en raison des «contraintes de temps». Bien que les participants aient le droit de parler pendant deux minutes, ils ne peuvent pas poser de questions légitimes ni d'en recevoir les réponses. La structure actuelle ne permet pas au conseil municipal, aux commissaires de comté ou aux membres du conseil scolaire de répondre publiquement aux questions. Cette structure leur permet de garder les détails de leurs politiques, leurs motivations et leurs sources de financement loin de l'examen public.

## **7) Contrats de vente**

Les employés de la société gouvernementale peuvent conclure des contrats qui nuisent réellement à la communauté et à sa population. Le maire et les conseillés municipaux d'une ville de l'Indiana ont signé un contrat autorisant le déversement des ordures de Chicago dans leur communauté. Le public n'a jamais été consulté au sujet de l'établissement d'un nouveau site d'enfouissement dans leur voisinage... et pourtant ils ont été forcés de vivre avec.

## **8) Elles ont leurs propres propagandistes**

Beaucoup trop d'«entités» gouvernementales engagent leurs propres agents de relations publiques, ce qui permet à ces entreprises de contrôler ce qui est dit au public sur leurs affaires louches et de donner une tournure aux communiqués de presse afin de garder le public confus et désinformé.

## **9) Elles ont leur propre conseil juridique**

Chaque société gouvernementale a accès aux services d'un avocat. Leurs employés n'ont pas à payer des conseils juridiques de leurs propres poches. Il leur est donc beaucoup plus facile de se protéger de la responsabilité lorsqu'ils s'engagent dans ce que le public considérerait comme une «mauvaise conduite» ou une conduite illégitime.

## **10) La Technique Delphi**

Ces sociétés gouvernementales sont enclines à manipuler les gens par la technique Delphi. Des animateurs sont utilisés pour présenter de nouvelles politiques et/ou des programmes aux commentaires du public. Cependant, les résultats sont généralement prédéterminés et un débat public ouvert est évité à tout prix.

## **11) Le directeur municipal et autres employés de la ville adoptent des politiques indépendantes du conseil municipal élu**

Comme ces sociétés gouvernementales peuvent rédiger leurs propres chartes d'entreprise, elles peuvent établir leurs propres règles quant à leur chaîne de commandement. Le public n'est pas invité à voter les termes de ces chartes.

## 12) Aucune responsabilité quant aux dommages et aux pertes causés par leurs politiques

Les mauvaises politiques gouvernementales peuvent causer, et causent, des pertes importantes aux entreprises locales. Les gens ne votent pas pour ces politiques et la société gouvernementale ne rembourse pas les hommes et les femmes d'affaires pour le préjudice financier que causent ses politiques.

## 13) Externalisation des emplois

Le public ne fournit aucune contribution concernant l'externalisation des postes administratifs à des entreprises d'autres État ou à des multinationales. Quand cela se produit, les employés de l'administration locale perdent leurs emplois et le public n'a pas, ou peu, la capacité de contrôler le mauvais service et les coûts élevés avec lesquels il est alors obligé de vivre.

---

La forme actuelle des sociétés gouvernementales n'est PAS celle de gouvernements représentatifs. C'est une structure à but lucratif contrefaite qui se cache derrière un voile appelé gouvernement. Les employés de ces personnes morales devraient être interpellés à tout moment. Notre meilleur outil pour les exposer et les forcer à rendre des comptes est la compréhension et l'application de la *Doctrine Clearfield*.

Ce que dit la *Doctrine Clearfield*, c'est que lorsque le papier commercial privé (le BILLET de la RÉSERVE FÉDÉRALE) est utilisé par l'entreprise gouvernementale, le gouvernement perd son statut de souveraineté et ne diffère plus d'une simple société privée [3]. En tant que tel, le gouvernement devient alors lié par les règles et les lois qui régissent les sociétés privées. Ceci signifie que si le gouvernement entend obliger un individu à exécuter un acte spécifique en vertu de ses propres statuts d'entreprise ou de ses propres règles, alors, comme toute société privée, il doit être détenteur d'un contrat ou autre accord commercial entre lui et celui à qui il demande cette exécution spécifique. De plus, le gouvernement doit être prêt à produire le contrat ou l'accord commercial comme preuve avant d'essayer d'amener le tribunal à appliquer ses exigences qu'on appelle statuts.

Voir *Judge Says USA INC is just a corporate franchise network* (Le juge dit que USA INC. n'est qu'un réseau de franchises commerciales).

## Les statuts ne sont pas des lois

Ce sont simplement les règles de la société gouvernementale pour la société gouvernementale [4]. Toutefois, le public peut être insidieusement amené à se conformer à ses règles / réglementations en signant involontairement des contrats avec ces entités gouvernementales contrefaites [5].

---

3 NdT : il en va de même de l'utilisation de l'euro qui est une monnaie privée et non régaliennne.

4 NdT : Et ses employés : les pseudo «fonctionnaires».

5 NdT : Quand vous remplissez un formulaire administratif et que vous le signez, c'est un accord commercial / contrat avec la société gouvernementale (voir pages 19 et 20 de «*Les Dix Commandements de la Liberté*», «section 3,9 : Tu ne porteras pas de faux témoignages»).